



**HAL**  
open science

## Répertoire et mémoire

Lilian Mathieu

► **To cite this version:**

Lilian Mathieu. Répertoire et mémoire: Postérités de l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées de Lyon. Répertoire des mouvements sociaux et formes de résistances contre les pouvoirs, Aysen Uysal, Apr 2015, Izmir, Turquie. halshs-01326651

**HAL Id: halshs-01326651**

**<https://shs.hal.science/halshs-01326651>**

Submitted on 4 Jun 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Lilian Mathieu**  
Centre Max Weber  
CNRS-ENS de Lyon

## **Répertoire et mémoire** **Postérités de l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées de** **Lyon**

*Communication au colloque « Répertoire des mouvements sociaux et formes de résistances  
contre les pouvoirs », Université d'Izmir, 30 avril 2015*

Dans son retour critique sur les répertoires de l'action collective, Michel Offerlé distingue deux usages du concept forgé par Charles Tilly : un usage « fort », de portée macrosociologique et qui associe transformation de l'activité protestataire et constitution des États nationaux, et un usage « faible » qui appréhende l'ensemble des formes de contestation dont dispose un groupe à un moment donné de son histoire<sup>1</sup>. En dépit d'une appellation quelque peu condescendante, c'est à l'examen de cet usage faible que l'on s'attachera ici, en envisageant les modalités complexes de constitution du répertoire d'un groupe particulier, celui des prostituées<sup>2</sup>. Ce groupe présente un cas des plus intéressants pour une réflexion sur les répertoires de l'action collective car son rapport à la protestation publique est somme toute relativement récent, à savoir vieux d'une quarantaine d'années seulement. Dit autrement, si le groupe social que forment les prostituées dispose aujourd'hui d'une certaine expérience de la mobilisation protestataire et est en mesure d'exprimer publiquement des revendications — bref, dispose d'un répertoire de l'action collective —, cela n'a pas toujours été le cas et le processus par lequel elles ont acquis la maîtrise d'un ensemble de formes d'action est riche en enseignements sociologiques.

La constitution du répertoire des prostituées est également digne d'intérêt par son caractère complexe et, sous un certain angle, paradoxal. L'irruption des prostituées dans l'univers de la contestation s'est réalisée par l'emploi d'une forme d'action, l'occupation d'église, dont le retentissement ne s'est toujours pas éteint quarante ans après. Pourtant, et alors que Charles Tilly insiste sur le fait que les répertoires se constituent principalement par héritage des mobilisations passées, cette action inaugurale des mobilisations des prostituées n'a guère été reproduite par la suite. Plus exactement, si l'occupation d'église par des

---

<sup>1</sup> Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe-XXIe siècles) », *Politix*, n° 81, 2008, p.79-82.

<sup>2</sup> Pour une présentation plus large des matériaux mobilisés ici, voir Lilian Mathieu, *Mobilisations de prostituées*, Paris, Belin, 2001.

prostituées n'a pas connu de véritable postérité pratique, sa postérité symbolique reste, en revanche, particulièrement vive. C'est pour cette raison qu'il faudra orienter notre questionnement en direction d'une sociologie de la mémoire, pour envisager comment, et autour de quels supports, cette action isolée est devenue emblématique des luttes de prostituées.

### **Une mobilisation fondatrice**

Les révoltes de prostituées ne sont cependant pas une radicale nouveauté. S'agissant du début du XX<sup>e</sup> siècle, Alain Corbin rapporte plusieurs mutineries de femmes internées pour cause de maladie vénérienne et insurgées contre le régime carcéral qui leur est imposé. Largement improvisées, leurs révoltes prennent surtout la forme de saccages des lieux et sont sévèrement réprimées par des peines de cachot<sup>3</sup>. Quelques décennies plus tard, en mars 1959, un cortège de prostituées défile à Marseille pour réclamer le « libre exercice de leur profession ». Mais il s'agirait en réalité, selon l'association le Nid qui rapporte les faits, d'une mobilisation à l'instigation d'hôteliers et de souteneurs inquiets devant la répression accrue des hôtels de passe de la ville<sup>4</sup>. En 1960, quelques-unes se rassemblent devant l'Assemblée nationale à l'occasion du vote des ordonnances autorisant la France à ratifier la convention de l'ONU pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui<sup>5</sup>.

C'est une douzaine d'années plus tard, à nouveau à propos de la fermeture d'hôtels de passe mais cette fois à Lyon, que se dessine une mobilisation de prostituées qui dépasse le stade de l'anecdote. Au mois d'août 1972 éclate en effet un scandale retentissant, qui met en cause les services de police de la ville. On découvre que plusieurs responsables policiers, notamment en poste au service des mœurs, ont « protégé » les activités de tenanciers d'hôtels de passe du centre ville, certains étant eux-mêmes copropriétaires de tels établissements. Les fonctionnaires « ripoux » sont immédiatement suspendus et poursuivis par des juges d'instruction dont les enquêtes débouchent sur la mise en cause de plusieurs personnalités gaullistes locales, suspectées de liens avec le milieu du banditisme et d'assurer la protection de patrons de maisons closes huppées. Le scandale a, pour les prostituées, pour conséquence directe une dégradation de leurs conditions d'activité puisque les hôtels où elles rencontrent leurs clients font l'objet de mesures de fermeture immédiates. Quoiqu'interdits pas la loi, les hôtels de passe sont à l'époque relativement nombreux dans les ruelles du centre-ville où se concentre l'essentiel de l'activité prostitutionnelle. Leurs tenanciers — souvent d'anciennes prostituées — y bénéficient de la clientèle des femmes racolant dans leur rue, qui viennent y réaliser leurs passes. La fermeture des hôtels a donc constitué pour les prostituées une grave

<sup>3</sup> Alain Corbin, *Les Filles de noce. Misère sexuelle et prostitution (19<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Flammarion, 1982, p. 147.

<sup>4</sup> *Moissons nouvelles* (trimestriel du Nid), n° 30, 1959.

<sup>5</sup> Rapporté dans *Prostitution et société* (nouveau nom du trimestriel du Nid), n° 125, 1999, p. 24.

remise en cause de leur pratique et c'est pour protester contre elle qu'a lieu leur première tentative de mobilisation.

Le 24 août au soir, une quarantaine de femmes se réunit place des Jacobins, proche de leur zone d'activité. L'article du quotidien local, *Le Progrès*, qui rapporte l'épisode le lendemain est intéressant à plusieurs titres. Il renseigne en premier lieu sur la perception sociale de la prostitution et des femmes qui l'exercent, ainsi que sur la légitimité — faible — accordée à leur protestation. C'est avec une ironie condescendante que le journaliste décrit un rassemblement de « belles de nuit » qui, dit-il, a surtout eu pour mérite de « mettre en joie les habitants du quartier et les promeneurs »<sup>6</sup>. L'article informe également que les prostituées ont décidé de se donner rendez-vous le lendemain après-midi au même endroit<sup>7</sup> pour se rendre en cortège à la préfecture pour y exposer leurs doléances. C'est donc une foule de badauds préalablement avertis qui, le 25 août, assiste à l'échec de leur première véritable tentative de mobilisation. Le ton adopté par le journaliste se fait une nouvelle fois ironique puisque c'est « sous les yeux d'un public fort nombreux et amusé » que se déroule le « spectacle insolite de quelques dames délibérant et tentant de façon certes aventurée de prendre la parole dans le but d'expliquer à la population » ce qui est présenté comme de « petites misères »<sup>8</sup>. Non seulement la prétention des prostituées à revendiquer publiquement manque de crédibilité aux yeux des observateurs mais aussi, d'une certaine manière, à leurs propres yeux : seule une trentaine d'entre elles — sur les quelque 400 femmes que comptent alors les trottoirs lyonnais — ont suivi l'appel à la mobilisation et un effectif aussi dérisoire ne permet pas de produire une manifestation crédible. L'entreprise est en outre tournée en ridicule par les policiers qui proposent d'escorter une délégation de prostituées à la préfecture mais qui les conduisent au poste de police où elles sont placées en garde à vue.

Cet épisode du recours malheureux des prostituées à la manifestation de rue est, pour la sociologie de l'action collective, porteur de deux enseignements paradoxaux. Il confirme que « l'on est arrivé au bout d'un long processus de naturalisation » de cette forme d'action<sup>9</sup> dans le même temps qu'il invite précisément à ne pas se laisser prendre au piège de cette naturalisation. En effet, c'est bien parce qu'elle est devenue, dans la société française, l'une des formes d'expression collective des mécontentements les plus courantes et les plus routinières que la manifestation s'est immédiatement imposée avec la force de l'évidence aux prostituées comme un recours possible. Mais leur inexpérience leur a fait méconnaître qu'en dépit de cette apparente accessibilité, la concrétisation et la réussite de toute manifestation

---

<sup>6</sup> « Hier soir, place des Jacobins, une quarantaine de “belles de nuit” organisaient un meeting de concertation », *Le Progrès*, 25 août 1972.

<sup>7</sup> La place des Jacobins est à l'époque un lieu de départ fréquent des manifestations lyonnaises.

<sup>8</sup> « Lyon : la fronde rose des “belles de nuit” », *Le Progrès*, 26 août 1972. C'est également sur un mode ironique que la manifestation connaît sa principale cristallisation mémorielle dans le film de Bertrand Tavernier *L'Horloger de Saint-Paul* (1974). La scène d'ouverture montre un joyeux repas entre amis (uniquement des hommes) au cours duquel l'un d'eux évoque « la manif des putes », à laquelle il a assisté, tandis qu'un autre lui demande si les protestataires brandissaient leur « instrument de travail ».

<sup>9</sup> Olivier Fillieule, *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de Science-Po, 1997, p. 170.

dépendent de la réunion de certaines conditions indispensables, telles que le fait d'accepter d'afficher publiquement le statut au nom duquel on entend élever une protestation. Parce qu'elle supposait de s'exposer en tant que telles au regard d'autrui, la manifestation est apparue comme un mode d'action excessivement risqué à une majorité de prostituées qui, soucieuses de leur anonymat, ont préféré faire défection. Dépourvu des éléments (effectifs significatifs, pancartes et banderoles, scansion de slogans, service d'ordre, etc.) qui distinguent ordinairement les « vraies » manifestations des rassemblements informels et perçu comme illégitime et dérisoire, ce défilé avorté montre par son échec même que toute manifestation suppose une forme minimale de maîtrise pratique dont l'inégale distribution sociale participe de la domination politique des groupes qui, à l'instar des prostituées, en sont les plus dépourvus.

Ce qui, sociologiquement parlant, a fait défaut en août 1972 aux prostituées lyonnaises est bien la maîtrise d'un répertoire de l'action collective. Si, comme l'indique Tilly, « l'idée de répertoire présente un modèle où l'expérience accumulée d'acteurs s'entrecroise avec les stratégies d'autorités »<sup>10</sup>, force est de constater que c'est le second terme qui a prévalu du fait de l'absence du premier : les policiers ont pu d'autant plus facilement mettre en échec la mobilisation des prostituées que celles-ci n'avaient aucune connaissance pratique des formes convenues de la protestation collective. Un répertoire se constitue, dit Tilly, par accumulation d'expérience — et c'est précisément cette expérience qui a fait défaut à des prostituées dépourvues de tradition protestataire et qui, novices en la matière, ont commis une erreur fatale en recourant à la forme d'action pour elles la moins adaptée. Ne disposant pas d'un répertoire qui leur soit propre, les prostituées ont dû, pour mener des actions collectives efficaces, recourir à un répertoire emprunté.

Car le mécontentement des prostituées ne s'est pas s'affaibli après l'échec de leur manifestation. Les policiers corrompus ont été remplacés par une nouvelle équipe qui entend faire la preuve de son intégrité par une attitude des plus sévères et intransigeantes à l'égard des prostituées. Celles-ci sont harcelées de procès-verbaux pour racolage, d'autant plus fréquents que la fermeture des hôtels de passe les contraint désormais à attendre leurs clients dans la rue où elles sont beaucoup plus visibles. Les rafles se multiplient, qui se terminent par des nuits de garde à vue au « violon ». À la brutalité de la répression s'ajoute son caractère arbitraire puisque les femmes peuvent être verbalisées plusieurs fois par jour, parfois alors même qu'elles ne se livrent pas à la prostitution. Les prostituées vivent d'autant plus mal cette répression que la police se désintéresse de leur sécurité. Trois d'entre elles sont ainsi assassinées entre mars et août 1974 sans que les coupables soient identifiés. Début 1975, la colère monte encore d'un cran lorsque plusieurs prostituées reçoivent des rappels d'impôt basés sur une évaluation sommaire de leurs revenus et, surtout, lorsqu'est remise à l'ordre du

---

<sup>10</sup> Charles Tilly, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle*, vol. 4, n° 4, 1984, p. 99.

jour une loi condamnant les récidivistes du délit de racolage à des peines de prison. Pour celles, nombreuses, qui sont mères de famille pèse la menace que les services sociaux leur retirent la garde de leurs enfants. La nécessité d'une mobilisation se fait à nouveau sentir avec urgence mais le choix d'un mode d'action adapté reste toujours aussi problématique puisque leur répertoire se limite à une seule expérience à ne surtout pas rééditer. Évoquant le mécontentement croissant des prostituées, *Libération* rapporte le 23 mai ces propos significatifs : « Nous ne recommencerons pas des actions comme les manifestations qui ne servent qu'à faire rire de nous. Mais, même de façon tragique, nous saurons faire front ! »

Les prostituées peuvent toutefois compter sur des soutiens, en l'occurrence ceux du Mouvement du Nid, une association abolitionniste issue du catholicisme social dont les militants arpentent les trottoirs pour leur apporter un réconfort moral dans l'objectif de les inciter à quitter la prostitution<sup>11</sup>. Les militants du Nid ont dès 1972 pris fait et cause pour les prostituées en dénonçant l'attitude de la police et ont organisé plusieurs réunions de concertation avec les plus déterminées d'entre elles, au cours desquelles ont été esquissées les premières ébauches de la mobilisation à venir. La section lyonnaise du mouvement est à l'époque animée par un prêtre mariste, Louis Blanc, et par un séminariste engagé dans le Mouvement pour une alternative non-violente (MAN), Christian Delorme. Tous deux sont alors inspirés par l'approche de la « conscientisation » élaborée par le pédagogue brésilien Paolo Freire, qui mise sur les capacités d'émancipation autonomes des « opprimés »<sup>12</sup>. Reconnaisant la légitimité de la protestation des prostituées, mais espérant qu'en s'engageant dans un processus revendicatif elles « prendront conscience » que la prostitution est une aliénation, les militants du Nid s'attribuent un rôle limité de conseil et de soutien à la lutte qui se dessine au cours du printemps 1975 et dont les prostituées doivent, selon eux, conserver la complète maîtrise. Ce conseil et ce soutien passent principalement par la mise au service des prostituées de leurs compétences et savoir-faire protestataires, autrement dit par la prestation de leur répertoire de l'action collective.

Il est précisément une forme d'action mobilisée à l'époque avec une relative fréquence dans les milieux catholiques de gauche : l'occupation d'église. Celle-ci a été principalement utilisée au cours des récentes luttes de travailleurs immigrés en situation irrégulière depuis les circulaires Marcellin-Fontanet, destinées en 1972 à barrer l'accès des étrangers au marché du travail français<sup>13</sup>. L'action prend alors surtout la forme de grèves de la faim conduites par des groupes relativement restreints d'immigrés devenus sans-papiers et exigeant leur

---

<sup>11</sup> Sur le mouvement abolitionniste français et la place centrale qu'y occupe le Nid, voir Lilian Mathieu, *La Fin du tapin. Sociologie de la croisade pour l'abolition de la prostitution*, Paris, François Bourin, 2014.

<sup>12</sup> Paolo Freire, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Maspero, 1974.

<sup>13</sup> Les sans-papiers ne sont cependant pas seuls à mener des grèves de la faim dans des églises ; des militants étrangers menacés d'expulsion et des insoumis, notamment, ont également recours à la même époque à ce mode d'action. À noter que Christian Delorme s'engagera quelques années plus tard de manière beaucoup plus active dans les luttes de l'immigration en menant une grève de la faim contre la « double peine » et en co-organisant la première « Marche pour l'égalité » des enfants d'immigrés ; cf. Lilian Mathieu, *La Double peine. Histoire d'une lutte inachevée*, Paris, La Dispute, 2006.

régularisation. L'accueil de ces jeûnes collectifs est souvent facilité par les contacts dont disposent les soutiens associatifs français avec les autorités religieuses, d'autant que certains prêtres sympathisants de leur cause sont prêts à mettre leurs locaux à disposition des protestataires. L'espace du bâtiment religieux, indique Johanna Siméant, permet de « déterritorialiser » une lutte qui exige une forme de publicité tout en mobilisant des individus contraints à une forme de clandestinité : la tradition d'asile de l'Église offre une protection matérielle et symbolique à ceux que la police souhaiterait arrêter<sup>14</sup>. C'est cette capacité des édifices religieux à devenir des sortes de « zones franches », où les protestataires bénéficient d'une certaine impunité, qui a séduit les soutiens des prostituées lyonnaises<sup>15</sup>. En occupant à leur tour l'espace fermé d'une église, elles peuvent mener une action pleinement collective — puisque regroupées dans un même lieu — sans craindre la levée d'un anonymat qui avait dissuadé la plupart d'entre elles de manifester trois ans plus tôt. La présence de prostituées dans une église offre en outre l'opportunité d'opérer une sorte de coup de force symbolique : que des femmes ordinairement stigmatisées comme des incarnations de l'immoralité trouvent refuge dans un lieu sacré ne peut qu'interpeller l'« opinion » tout en sollicitant des références chrétiennes parmi les plus vivaces, telle la figure de Marie-Madeleine. On voit que l'appropriation d'un répertoire élaboré sur un autre terrain de lutte suppose son adaptation — les prostituées abandonnent la grève de la faim — et implique une modification de sa signification — l'occupation d'une église par des « femmes de mauvaise vie » présente une charge transgressive absente de celle des travailleurs immigrés.

Michel Dobry rappelle que « les répertoires “opèrent” d'abord en tant que représentations cristallisées de façons d'agir ou impossibles, accessibles ou inaccessibles, dotées d'une certaine efficacité ou inefficaces, d'un coût limité ou “à haut risque”, allant de soi enfin, ou anormales, illégitimes et parfois déshonorantes »<sup>16</sup>. De tels dilemmes sont repérables lors de la préparation de l'action des prostituées, certaines d'entre elles envisageant initialement de plutôt investir l'hôtel de ville ou la préfecture tandis que leurs soutiens les avertissent de l'irréalisme de tels projets. De fait, si les témoignages divergent quant à la paternité de l'idée de l'occupation d'une église, il est significatif que tous l'attribuent aux soutiens, considérés comme seuls dépositaires de la compétence militante, et non aux prostituées elles-mêmes. C'est par une forme de remise de soi que l'action collective est rendue possible, les prostituées acceptant de se déposséder de la définition de leur mobilisation pour que celle-ci puisse voir le jour — confirmant le principe posé par Bourdieu

---

<sup>14</sup> Johanna Siméant, *La Cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1998, p. 324-325.

<sup>15</sup> Les églises construites avant 1905 sont des édifices publics mais l'usage veut que la police n'y intervienne que sur demande des autorités religieuses, celles construites après cette date étant des bâtiments privés. Cet usage ne sera pas respecté lors de l'évacuation des églises occupées les prostituées.

<sup>16</sup> Michel Dobry, « Calcul, concurrence et gestion du sens. Quelques réflexions à propos des manifestations étudiantes de novembre-décembre 1986 », in Pierre Favre (dir.), *La Manifestation*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1990, p. 363.

qui veut « qu'il faut toujours risquer l'aliénation politique pour échapper à l'aliénation politique »<sup>17</sup>.

Une fois le principe de l'occupation d'une église adopté au cours du mois de mai, les soutiens du Nid jouent un nouveau rôle décisif dans le choix de l'édifice à investir et dans la préparation matérielle de l'occupation. Le choix se porte sur Saint-Nizier car, située au cœur du « quartier chaud » lyonnais, elle est familière aux prostituées dévotes (qui viennent y prier une statue de saint-Expédit) et son curé se laisse rapidement convaincre de la justesse de leur cause. Les négociations sont plus délicates avec la hiérarchie catholique, l'archevêque en poste, le cardinal Renart, étant de réputation conservatrice. Le Nid contourne l'obstacle en tirant profit de son insertion dans le monde ecclésial : l'évêque auxiliaire étant lui-même ancien aumônier du Nid, c'est lui qui est sollicité et qui donne rapidement son feu vert. La mobilisation, cependant, n'est pas uniquement conduite de l'extérieur ; elle repose également sur des logiques et modes de fonctionnement propres au monde de la prostitution, sur lesquels les soutiens n'ont guère de prise. Quoique largement informel, l'espace de la prostitution de l'époque n'est pas moins structuré en différents groupes sous la coupe de proxénètes délégrant une part de leur domination à des femmes contrôlant l'activité de leurs consœurs. Celles-ci s'imposeront d'autant plus facilement comme des leaders du mouvement que leur autorité est déjà reconnue. Cette hiérarchisation préalable ne suffit cependant pas à parer les tentatives de défection et c'est aussi en recourant à de solides incitations sélectives négatives (*i.e.* la menace de chiens pour celles qui seraient tentées par le *free riding*) que se réalise la mobilisation<sup>18</sup>.

Ayant à juste titre anticipé des fuites en direction de la police, c'est l'église proche de Saint-Bonaventure qui a d'abord été annoncée aux prostituées comme lieu d'occupation, au matin du 2 juin. Effectivement avertis, les policiers présents devant l'édifice constatent rapidement qu'ils ont été bernés, les prostituées, au nombre d'une centaine, étant redirigées vers Saint-Nizier dont la façade est rapidement ornée d'une banderole clamant que « Nos enfants ne veulent pas voir leurs mères en prison ». Un tract est distribué devant l'édifice, qui s'ouvre par ces mots : « Ce sont des mères qui vous parlent ». Cette insistance sur le statut de mère, solidaire d'une complète occultation de la dimension sexuelle de la prostitution, n'est pas anodine : elle témoigne du rôle des militants catholiques — qui rédigent les tracts en concertation avec les prostituées — dans la mise en forme des revendications des prostituées. Le retentissement médiatique de l'occupation est énorme, dépassant toutes les attentes des protestataires. La presse nationale puis internationale converge vers Saint-Nizier, tout en hésitant parfois sur le ton, sérieux ou amusé, à donner à l'événement. De nouveaux soutiens se font jour, pour une part par proximité avec la mouvance idéologique du Nid, pour une part par solidarité avec un mouvement qui s'oppose à un gouvernement de droite. L'ensemble des

<sup>17</sup> Pierre Bourdieu, « La Délégation », in *Choses dites*, Paris, Minuit, 1987, p. 186.

<sup>18</sup> Mancur Olson, *Logiques de l'action collective*, Paris, PUF, 1977.



forces de gauche et d'extrême gauche se rallie à la cause des prostituées et c'est de manière significative *Libération*, qui se veut encore le porte-parole des mouvements sociaux de la gauche non communiste, qui se fait le relais le plus fervent des revendications des prostituées. Le mouvement féministe occupe une place prééminente au sein du réseau de soutien qui se met en place autour de l'occupation. Pour autant, si elles ne peuvent rester indifférentes à une cause qui interpelle l'identité féminine et la sexualité, les féministes n'ont jusqu'à présent pas mené de réflexion sur la prostitution. Encore dynamique après la toute récente victoire de son combat pour l'avortement, le mouvement des femmes offre un soutien actif aux prostituées mais en prenant « le train en marche » comme le dira l'une d'elles en entretien. Son entrée en jeu aura également pour effet d'introduire une concurrence avec le Mouvement du Nid quant à la nature du soutien à apporter aux prostituées.

Le retentissement de la mobilisation lyonnaise a également pour conséquence inattendue d'inciter les prostituées d'autres villes à investir des églises à leur tour. Le 6 juin, une centaine de Marseillaises occupent une église proche de la Canebière tandis qu'une dizaine de Grenobloises s'installent dans l'église Saint-Joseph. Le lendemain, une cinquantaine de Parisiennes investit la chapelle Saint-Bernard ; elles bénéficient rapidement de l'appui du Planning familial et d'une visite de soutien de Simone de Beauvoir. Si cette extension géographique du domaine de la lutte des prostituées renforce leur mouvement, il entraîne également une certaine déperdition de sa cohérence. Les Lyonnaises se sont en effet mobilisées avant tout contre une répression policière exercée dans un contexte local précis. Le ralliement de leurs consœurs des autres villes se fait au nom de revendications sensiblement distinctes : contre la fermeture des hôtels de passe à Paris ou pour une moindre répression du proxénétisme à Marseille. Émergent également des exigences d'accès à la Sécurité sociale et de reconnaissance d'un « métier » de prostituée absentes des préoccupations initiales et qui suscitent l'inquiétude des militants du Nid.

Directement interpellé par les prostituées, le gouvernement reste sourd à leurs demandes de dialogue. Successivement sollicitées, la secrétaire d'État à la Condition féminine Françoise Giroud et la ministre de la Santé Simone Veil se déclarent incompetentes et c'est le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski qui, au matin du 10 juin, dénoue une situation bloquée en ordonnant l'évacuation des églises par la police. Pour compenser le coût symbolique de la répression brutale de femmes endormies dans un lieu de culte, le président de la République Valéry Giscard d'Estaing confie le même jour à un magistrat, Guy Pinot, une mission d'information sur la situation sociale des prostituées. La perte de leur principal mode d'expression revendicatif ne provoque pas pour autant une démobilitation des prostituées. Dès la fin du juin est organisée, sous le titre d'« États généraux de la prostitution », une grande réunion publique dans ce lieu emblématique de la contestation sociale qu'est la Bourse du Travail de Lyon. Quelques mois plus tard, le 17 novembre, le même dispositif est reproduit à Paris dans ce lieu tout aussi central de la vie militante de

l'époque qu'est la Mutualité. Ces meetings, à chaque fois destinés à donner une portée nationale à la lutte initiée à Lyon, témoignent de l'appropriation par les prostituées des formes les plus classiques du « second répertoire de l'action collective » décrit par Tilly<sup>19</sup>. Il ne fait pas de doute que les différents alliés des prostituées ont su leur prodiguer des conseils utiles à leur apprentissage accéléré des « bonnes formes » de la protestation, tout en leur apportant un soutien matériel décisif (c'est ainsi le Planning familial qui prend à sa charge la location de la Mutualité).

Mais les prostituées savent également s'autonomiser de la tutelle de leurs alliés et faire preuve d'inventivité tactique. C'est ainsi qu'à l'issue des États généraux du 30 juin un convoi emmène une centaine de personnes, dont une majorité de prostituées, vers le château de Varvasse, propriété du chef de l'État. Les quelques gendarmes en charge de la protection du lieu en l'absence de son propriétaire ne peuvent empêcher les prostituées d'investir le parc où elles organisent un pique-nique après avoir décoré les grilles de banderoles « non à la répression » et « non aux maisons closes ». Inventivité encore lorsque, dans la nuit du 22 août, les prostituées lyonnaises se livrent à un collage d'affiches sur différents sex-shops et cinémas pornographiques voisins de leurs trottoirs, qu'elles accusent d'être les « véritables promoteurs de la débauche ». Inventivité toujours le 18 octobre quand la principale leader du mouvement, Ulla, menace de perturber une élection partielle si le ministre de l'Intérieur n'ordonne pas de trêve de la répression policière. Ici, significativement, l'émancipation à l'égard du soutien du Nid se traduit par une réapparition de la dimension sexuelle de la prostitution puisque Ulla annonce que 300 prostituées offriront une passe gratuite à tous les votants.

La dernière action des prostituées lyonnaises sera, en avril 1976, l'occupation d'une antenne de l'Agence nationale pour l'emploi par une quarantaine de femmes exigeant qu'on leur offre une alternative professionnelle. Les principales leaders se sont désengagées à la fois du mouvement et de la prostitution, le rapport remis en décembre par Guy Pinot a été enterré par le gouvernement et, à Lyon, les motifs de protestation se sont éteints avec l'amnistie des peines de prison et l'atténuation de la répression du racolage. Incapable de se doter d'une assise organisationnelle stable, dépendant de soutiens qui n'approuvent pas l'évolution des revendications (cas, spécialement, du Mouvement du Nid) ou qui s'orientent vers de nouveaux terrains de lutte (cas des féministes et de l'extrême gauche) et dépourvu des ressources nécessaires à sa pérennité, la mobilisation impulsée à Lyon au printemps 1975 peut être considéré comme achevée un an plus tard.

### **Postérités et travail mémoriel**

Le mouvement lancé à Lyon a donc rapidement tourné court, sans avoir d'ailleurs engrangé de véritables gains. Les relations avec la police se sont progressivement apaisées à

---

<sup>19</sup> Le second répertoire est celui, national et autonome, qui se constitue au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. C. Tilly, « Les origines du répertoire de l'action collective », art. cit.

Lyon mais les revendications de portée générale, relatives notamment à la protection sociale, sont restées lettre morte en dépit du soutien apporté par les recommandations du rapport Pinot. Cet échec est largement contrebalancé par cet acquis majeur que représente la simple existence d'un mouvement a priori improbable : pour la première fois, des femmes parmi les plus stigmatisées et dominées qui soient ont pris la parole publiquement pour exprimer un ensemble de revendications accueillies comme légitimes<sup>20</sup>. En regard de la manière condescendante dont la presse avait pu évoquer leur manifestation avortée d'août 1972, le contraste est saisissant. L'occupation de Saint-Nizier n'a guère eu de suite concrète mais elle s'est imposée comme une référence, comme le moment fondateur des luttes de prostituées ultérieures, et c'est sur les conditions de cette postérité qu'il s'agit maintenant de se pencher.

Un travail d'entretien de la mémoire de l'événement est immédiatement entrepris, principalement via la publication d'ouvrages. Ce travail est sans doute perçu comme d'autant plus utile et urgent que la mobilisation n'est pas encore totalement retombée au moment de leur mise en chantier. Dès l'automne 1975 est publié *Une vie de putain*, recueil de six témoignages de prostituées lyonnaises rassemblés et introduits par le journaliste de *Libération* Claude Jaget<sup>21</sup>. Le livre témoigne du soutien de l'extrême gauche, et plus spécifiquement de la mouvance post-maoïste, à la cause des prostituées puisqu'il est publié dans une collection (« La France sauvage ») codirigée par Jean-Paul Sartre et deux anciens animateurs de la Gauche prolétarienne, Michel Le Bris et Jean-Pierre Le Dantec<sup>22</sup>. Témoignage de l'intégration de la lutte des prostituées à l'espace des mouvements sociaux de l'époque, la même collection accueille des ouvrages sur le Larzac, les luttes régionalistes occitane et bretonne, les mutineries de prisonniers et de critique du Parti communiste français.

Le livre coordonné par Jaget contient un récit (anonyme mais reconnaissable) de la figure de proue du mouvement, Ulla, et son nom figure en tête de la liste de prénoms qui illustre la couverture. Le lien entre le mouvement collectif et sa principale porte-parole était déjà complexe pendant la mobilisation. Disposant de davantage de ressources et de compétences politiques que la majorité de ses consœurs, très tôt radicalisée contre la répression et à même de prendre des initiatives décisives, Ulla a rapidement occupé une position centrale dans le mouvement et son leadership lui a été reconnu tant par des prostituées disposées à s'en remettre à elle que par les soutiens du Nid. Son nom s'est trouvé associé à la cause des prostituées avant même l'occupation de l'église puisqu'elle avait participé en avril, le visage dissimulé, à un débat de l'émission télévisée « Les Dossiers de l'écran » consacré à la prostitution. Par la suite, et ayant décidé de dévoiler son visage, elle s'était imposée auprès des médias comme la porte-parole de la cause des prostituées. C'est en toute logique qu'elle consolide cette personnalisation par l'écriture rapide d'un ouvrage, *Ulla*

<sup>20</sup> Sur cette dimension du « succès » d'une mobilisation, à savoir l'accès à une forme d'existence et de légitimité publiques, voir William Gamson, *The Strategy of Social Protest*, Belmont Ca., Wadsworth, 1990.

<sup>21</sup> Claude Jaget, *Une vie de putain*, Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1975.

<sup>22</sup> Tous trois ont les années précédentes assuré la direction du journal maoïste *La Cause du peuple*.

par *Ulla*, publié début 1976 chez un petit éditeur savoyard<sup>23</sup>. Son leadership n'avait cependant pas été sans contestation. À Lyon, une autre prostituée disposant elle aussi de compétences à l'action collective, Barbara, avait également su incarner le mouvement en tissant des alliances privilégiées avec les féministes et en contredisant certaines prises de position d'Ulla. Elle aussi mémorialise le mouvement en le personnalisant quand elle publie en 1977 un ouvrage retraçant son parcours et sa participation à la mobilisation. Son livre est plus tardif mais aussi plus légitime puisqu'il est publié aux éditions de Minuit dans une collection dirigée par la psychanalyste féministe Luce Irigaray<sup>24</sup>.

Le cinéma contribue parallèlement à l'entretien de la mémoire de l'événement. Pendant le mouvement, la vidéaste féministe Carole Roussopoulos avait installé sa caméra dans l'église Saint-Nizier et filmé de longs entretiens avec des prostituées témoignant masquées ou à découvert. Ces entretiens étaient rediffusés le jour même sur des moniteurs devant l'église, permettant d'informer les Lyonnais et Lyonnaises curieux sur les revendications des femmes retranchées dans l'édifice. Eux-mêmes filmés, ces passants silencieux — les hommes, en premier lieu — ont été ensuite intégrés à un documentaire, *Les Prostituées de Lyon parlent*, qui livre de manière brute des propos des prostituées sur leurs revendications, sur leur vie familiale et sur leurs relations avec leurs clients. Il est depuis devenu un film de référence de la mémoire du féminisme des années 1970.

Autre production cinématographique mais très différente, le film *Prostitution* de Jean-François Davy, sorti en 1976. Le film affiche une vocation documentaire et entrecroise des témoignages de prostituées sur leur activité et des scènes tournées lors des Assises nationales de la Mutualité, mais aussi des « reconstitutions » de passes qui donnent une coloration pornographique au film. Le dispositif s'inscrit dans la continuité des précédents films de son auteur consacrés au milieu de la pornographie, ce qui ne l'empêche pas d'être dénoncé comme racoleur y compris par des prostituées qui y sont interviewées, comme Grisélidis Réal. Celle-ci ne se prostitue plus lorsqu'elle apprend l'occupation de la chapelle Saint-Bernard, à laquelle elle se rallie immédiatement et dont elle devient une des principales animatrices. Le mouvement est pour elle le point de départ d'une longue carrière d'activiste de la cause des prostituées, après qu'elle ait repris sa carrière de « péripatéticienne » et d'écrivain à Genève. Co-fondatrice de l'association genevoise Aspasia et investie au sein du Comité international pour les droits des prostituées<sup>25</sup>, elle seule pourra, d'une certaine manière, prétendre à incarner

<sup>23</sup> *Ulla par Ulla*, Albertville, éditions Charles Denu, 1976. Les années suivantes, Ulla publiera deux autres ouvrages mêlant témoignage et fiction tout en livrant de plus amples informations sur ses relations avec son compagnon et proxénète. L'investissement de cette thématique participe à une évolution des positions publiques de l'auteure vers une condamnation globale de la prostitution, accompagnant en cela le raidissement d'un Mouvement du Nid auquel elle reste très liée et lui-même de plus en plus critique à l'égard des revendications des prostituées ; cf. Ulla, *L'Amour amer*, Paris, Garnier, 1980 et *L'Humiliation*, Paris, Garnier, 1982.

<sup>24</sup> Barbara, Christine de Coninck, *La Partagée*, Paris, Minuit, 1977.

<sup>25</sup> L'ouvrage bilan de l'International committee for the prostitutes' rights (ICPR) indique qu'à l'automne 1975, Grisélidis Réal et la leader du mouvement parisien Sonia ont rencontré à Paris Margo St. James, fondatrice deux ans plus tôt de l'organisation des prostituées de San Francisco Coyote. Elles auraient en cette occasion évoqué avec Simone de Beauvoir le projet d'une organisation internationale de défense des droits des prostituées, ce

une continuité avec le mouvement de 1975 alors que les leaders les plus notables ont quitté le trottoir et abandonné leur cause. De fait, elle deviendra, jusqu'à sa mort en 2005, une des rares porteuses d'une *mémoire positive* du mouvement alors même qu'elle a été relativement discrète pendant les occupations d'églises et n'a pas participé à la plus centrale, celle de Lyon. Cette expression de mémoire positive vise à signaler l'écart entre le discours de Grisélidis Réal, se posant comme fidèle à la lutte menée en 1975, et celui tenu par Ulla qui en est progressivement venue à en dresser un portrait négatif insistant sur le rôle joué par les proxénètes.

On l'a dit, le retentissement du mouvement n'a pas été seulement national mais également international. C'est en Angleterre que l'« exemple » lyonnais exerce ses effets les plus sensibles. Une coalition de prostituées et de féministes fonde en 1975, dans la foulée de la mobilisation française, un Collectif anglais des prostituées (*English collective of prostitutes*, ECP)<sup>26</sup>. L'ECP jouera un rôle dans la diffusion de la mémoire du mouvement français en réalisant la traduction en anglais du recueil de témoignages de Claude Jaget, pour le lancement duquel Ulla se rendra en Angleterre<sup>27</sup>. Surtout, les militantes de l'ECP rééditent le précédent français en investissant en novembre 1982 la Church of the Holy Cross dans le quartier londonien de King's Cross. Pendant douze jours, vingt-cinq femmes — prostituées et non prostituées, toutes masquées — occupent l'église pour protester contre l'attitude répressive et raciste des policiers à l'encontre des prostituées noires. Bénéficiant du soutien de leurs alliées féministes, des mouvements homosexuels et — mais de façon beaucoup plus timide et ambivalente — de représentants de l'église anglicane, les occupantes exigent une rencontre de concertation avec la police, ce qui leur sera accordé au bout de douze jours et mettra fin à l'occupation.

Cette action, si elle a rempli ses objectifs et a rencontré un certain écho dans la presse anglaise, n'a obtenu ni la visibilité ni l'exemplarité de celle des françaises, témoignant ainsi des difficultés de la constitution d'un répertoire d'action au sein de la population prostituée. Il n'est pas surprenant, étant donnée leur inexpérience en matière d'action collective, que les militantes de l'ECP aient adopté une forme d'action devenue référence au sein de l'univers prostitutionnel. En rééditant un mode d'action initié avec succès par d'autres, les Anglaises escomptaient sans doute le bénéfice d'une légitimation accrue de l'occupation d'église, avec l'espoir d'élever leur cause à la hauteur du mouvement lancé par les prostituées lyonnaises. Mais cette réédition d'un mode d'action paraissant avoir fait ses preuves méconnaissait

---

qu'accomplira au début des années 1980 l'ICPR, piloté par St. James et la psychologue féministe Gail Pheterson. Cf. Gail Pheterson (ed.), *A Vindication for the Rights of WHore*, Seattle, The Seal Press, 1989, p. 5-6.

<sup>26</sup> L'ECP a pour porte-parole Selma James, qui n'est pas une prostituée mais une féministe ayant milité dans le mouvement noir, alors leader d'une campagne pour la reconnaissance des activités domestiques comme un travail exigeant rétribution (*wages for housework campaign*). L'ECP milite à la fois pour l'abolition des lois ou pratiques policières qui contribuent à marginaliser et à fragiliser les prostituées, ainsi que pour la mise en place de structures de réinsertion ; en revanche, la reconnaissance de la prostitution comme métier ne figure pas parmi ses revendications.

<sup>27</sup> Claude Jaget, *Prostitutes: Our Life*, Londres, Falling Wall Press, 1980.

précisément une des raisons du succès de leurs inspiratrices : c'est avant tout par son caractère largement improbable et inédit que l'action des Françaises avait pu rencontrer un large écho médiatique et que la forme de l'occupation d'église avait connu une de ses expressions les plus exemplaires et célèbres. En reproduisant la même action, les Anglaises ne pouvaient éviter un effet de « déjà vu » et perdaient le bénéfice de l'effet de surprise dont avaient bénéficié les Lyonnaises sept ans plus tôt. Une comparaison des articles du *Times* respectivement consacrés à ces deux événements indique ainsi, tant par la taille des articles, leur statut (article de fond ou compte rendu factuel), leur position dans le journal, la présence ou l'absence de photos, que le mouvement des prostituées françaises a été jugé davantage digne d'intérêt que celui de leurs consœurs britanniques. En tentant de faire de l'occupation d'église la forme d'action privilégiée de toute protestation de prostituées, les Londoniennes perdaient précisément la dimension novatrice qui avait fait le succès médiatique de l'occupation de Saint-Nizier ; la simple réédition s'avérait moins productive sur ce plan que l'innovation

Les mouvements de prostituées se sont par conséquent développés, en France et ailleurs, dans un rapport complexe avec leur moment fondateur qu'est l'occupation de Saint-Nizier. Celle-ci est célébrée mais, difficile à reproduire, a été éliminée d'un répertoire de l'action collective qui, parallèlement, s'est étendu en intégrant des formes d'action classiques au sein des mouvements sociaux, telles que la manifestation de rue ou la réunion publique, moyennant certaines adaptations — comme le port de masques, toujours afin de préserver l'anonymat. L'occupation d'église, en d'autres termes, ne figure plus dans le répertoire des prostituées si ce n'est comme référence mémorielle à même de consolider le mouvement en le dotant d'un passé héroïque. Il s'agit d'une évolution spécifique car le mouvement des sans-papiers a quant à lui continué à recourir avec une certaine fréquence à l'occupation d'édifices religieux.

L'impossible reproduction de l'effet de surprise dont avaient bénéficié les Lyonnaises en 1975 n'est pas seule en cause ici. On a vu que leur mobilisation avait reçu un soutien décisif de l'Église catholique *via* le Mouvement du Nid. L'évolution ultérieure des rapports entre les mouvements de prostituées et l'association abolitionniste rend hautement improbable la reconduction d'une telle alliance. Ouvert au début des années 1970 aux vents contestataires soufflant de l'extrême gauche, le Nid a connu à partir de la décennie suivante un raidissement idéologique qui lui fait désormais envisager avec méfiance, si ce n'est une franche hostilité, des mobilisations de prostituées systématiquement suspectées de servir les intérêts des proxénètes. D'où son ambivalence devant la mémoire de l'occupation de Saint-Nizier : s'il est systématiquement rappelé comme un haut fait d'armes dans les récits que l'association livre de son histoire, l'événement fait également l'objet d'une relecture critique. La discrétion des prostituées sur le proxénétisme et leur revendication de pouvoir vivre avec le conjoint de leur choix sont suspectes aux yeux du Nid qui ne cesse de semer le doute sur le bien fondé de leurs

revendications : « À Paris, en 1975, des tenancières des hôtels de passe de Barbès ravitaillent les personnes prostituées à la chapelle Saint-Bernard (...). À Marseille, elles se joignent aux manifestations de femmes prostituées. Qui agit réellement ? Qui se cache derrière la parole de femmes prostituées ? Qui a intérêt à la légalisation de la prostitution ? »<sup>28</sup>.

En 1995, à l'occasion du vingtième anniversaire de l'événement, la section lyonnaise du Nid prétendait encore à un certain contrôle sur sa mémoire en organisant une conférence de presse à laquelle participait Ulla<sup>29</sup>. Mais la célébration prenait place dans un contexte tendu entre une approche du fait prostitutionnel fidèle aux principes abolitionnistes — *i.e.* l'envisageant comme une inadaptation sociale appelant l'intervention de travailleurs sociaux pour accompagner les prostituées vers la réinsertion — et les démarches innovantes de la prévention du sida (représentée à Lyon par l'association Cabiria) intervenant sur les conditions immédiates d'exercice de la prostitution et envisageant l'expérience du trottoir de manière plus positive.

Il est important de relever ici que cet entretien mémoriel est alors le fait des organisations et non des prostituées elles-mêmes, dépourvues d'instances à même de conserver une mémoire propre de l'événement. Une ethnographie de la prostitution lyonnaise conduite au milieu des années 1990 m'avait enseigné que la grande majorité des femmes et hommes prostitués ignorait à peu près tout de l'événement intervenu une vingtaine d'années auparavant. Les quelques rares participantes à l'événement exerçant toujours la prostitution n'avaient de fait aucun lien, et aucune possibilité de transmettre leur expérience, aux nouveaux et nouvelles venues d'une scène prostitutionnelle locale alors marquée par une forte précarité. Une telle situation confirme a contrario la thèse d'Halbwachs qui soulignait que les « cadres » qui permettent l'entretien et la transmission d'une mémoire sont éminemment sociaux et propres à chaque groupe. Encore faut-il qu'il y ait véritablement « groupe », ce qui, dans le cas d'une population aussi informelle et dépourvue de cohésion que celle des prostituées, n'est pas pleinement réalisé<sup>30</sup>.

Le contexte de politisation de la prostitution, qui s'exprime spécialement par une répression accrue du racolage via la loi sur la sécurité intérieure de 2003, contribue les années suivantes à davantage élargir le clivage entre la mouvance abolitionniste, désormais déterminée à éradiquer une prostitution définie comme un esclavage, et un mouvement émergent de « travailleurs du sexe » en partie issu de la lutte contre le sida. La « conscientisation » promue par Paolo Freire a depuis longtemps disparu des références d'un

<sup>28</sup> « Quand les femmes prostituées manifestent », *Prostitution et société*, n° 125, 1999, p. 25.

<sup>29</sup> Cet anniversaire avait également donné lieu à un long reportage de France 3 Rhône-Alpes, dans lequel intervenaient entre autres Ulla et, masquée, Barbara.

<sup>30</sup> Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Albin Michel, 1994 [1925]. Sur le rôle, partiel car médié par les trajectoires et positions sociales des individus, des organisations militantes dans la transmission d'une mémoire collective, voir Marie-Claire Lavabre, *Le Fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de Sciences Po, 1994.

Mouvement du Nid qui, estimant que les prostituées sont intrinsèquement aliénées, ne saurait accorder la moindre foi aux prises de position de celles qui exercent toujours leur activité.

De fait, la mémoire de l'événement a été progressivement délaissée par la mouvance qui l'a rendu possible, celle des abolitionnistes, ce qui a facilité son appropriation par le courant opposé, celui du « travail du sexe ». Ainsi l'ouvrage *Luttes XXX*, publié au Québec et qui propose une anthologie internationale du « mouvement des travailleuses du sexe », a significativement choisi une photo de l'occupation de Saint-Nizier pour couverture. Le volume contient un extrait de mon article de la *Revue française de sociologie* consacré à l'occupation et l'introduction pose cette dernière en « bougie d'allumage » d'une « organisation planétaire » des travailleuses du sexe<sup>31</sup> alors même, on l'a vu, que cette notion est totalement absente à l'époque des revendications des prostituées. La politisation de la question prostitutionnelle que connaît la France depuis une douzaine d'années intensifie cette activation mémorielle. Le 2 juin 2008, et pour protester contre les arrêtés municipaux destinés à entraver l'activité des prostituées lyonnaises, Cabiria organisait un rassemblement devant l'église occupée par Ulla et ses consœurs, indiquant dans un communiqué de presse que « ce lundi 2 juin 2008, trente-trois ans après l'occupation de l'église Saint-Nizier, les personnes prostituées de Lyon souhaitent dénoncer publiquement la situation dans lesquelles elles se trouvent et répéter l'urgence d'abandonner les solutions répressives »<sup>32</sup>. Quelques années plus tard, le 2 juin était consacré « Journée internationale pour les droits des prostituées », donnant lieu à Paris à la désormais traditionnelle « Pute pride » organisée par le Syndicat du travail sexuel (STRASS).

Si la dénonciation de la répression policière est toujours au cœur de la protestation, le discours est aujourd'hui beaucoup plus élaboré et les revendications plus précises, exigeant notamment une reconnaissance du « métier » encore timide en 1975. Les prostituées de 2015 — ou tout au moins les plus militantes d'entre elles — sont également beaucoup moins dépendantes de leurs soutiens, pour des raisons qui tiennent principalement à certaines transformations de leur recrutement social<sup>33</sup>. Cela vaut mieux pour elles car certains de ceux qui soutenaient leur cause en 1975 lui sont aujourd'hui radicalement hostiles. C'est le cas, on l'a vu, des abolitionnistes mais également des fractions dominantes du mouvement des femmes, désormais converties à une définition de la prostitution comme violence sexiste appelant une pénalisation des clients<sup>34</sup>.

L'exacerbation des débats contemporains sur la prostitution favorise une réactivation mémorielle du mouvement de 1975, d'autant plus facilement appropriable qu'il peut être

<sup>31</sup> Maria Nengeh Mensah, Claire Thiboutot et Louise Toupin (dir.), *Luttes XXX. Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe*, Montréal, éditions du Remue-ménage, 2011, p. 20-21.

<sup>32</sup> <http://www.cabiria.asso.fr/article/prostituees-de-lyon-ni-victimes-ni> (consulté le 5 mars 2015).

<sup>33</sup> Notamment l'émergence de la prostitution masculine et de celle des escortes, mieux dotées en ressources (scolaires notamment) et en compétences à la protestation publique que la plupart des prostituées de rue des années 1970.

<sup>34</sup> Sur la défection des soutiens féministes, cf. Lilian Mathieu, « Prostituées et féministes en 1975 et 2002 : l'impossible reconduction d'une alliance », *Travail, genre et société*, n° 10, 2003, p. 31-48.



investi de significations antagonistes. Alors qu'approche son quarantième anniversaire, et sans connaître l'ensemble des célébrations en préparation, on sait que seront diffusés en juin 2015 un reportage radiophonique réalisé par une journaliste australienne (France Culture) et un documentaire télévisé (France 3) consacrés à l'événement<sup>35</sup>. Tandis que Cabiria et le STRASS préparent en toute probabilité leurs propres mobilisations mémorielles, il ne fait guère de doute que les partisans de l'éradication de la prostitution répercuteront à nouveau les propos d'Ulla réduisant le mouvement à une manipulation de proxénètes.

L'occupation d'église est passée, en quarante ans, du répertoire à la mémoire. Action transgressive à même de marquer l'avènement d'une nouvelle cause collective, elle s'est révélée symboliquement trop chargée pour pouvoir être routinisée en s'intégrant à un ensemble stable de modes d'action propre au groupe des prostituées. Mais cette charge symbolique a en revanche facilité son inscription dans les imaginaires par le biais d'un travail d'entretien mémoriel et de célébration. Symbole d'une lutte héroïsée plutôt que modèle à reproduire, elle a également vu sa signification et sa portée évoluer à mesure que différents groupes se la sont appropriée ou s'en sont dessaisis. De fait, si les modes de protestation qui constituent les répertoires de l'action collective ne sauraient se réduire à leur dimension symbolique (ni, d'ailleurs, à leur dimension instrumentale), reste que la prise en compte de cet aspect renseigne sur les modalités de constitution et de cohésion des groupes. C'est parce que certaines d'entre elles ont osé franchir le portail de l'église Saint-Nizier un matin de 1975 que les prostituées ont accédé à l'existence politique.

---

<sup>35</sup> Un projet de film de fiction autour de l'événement était en gestation il y a quelques années mais paraît ne pas avoir abouti.